

Le CESE a adopté sa résolution "Construire demain" sur l'après Covid

TRAVAUX ET AUDITIONS

PUBLIÉE LE 29/06/2020

Résolution rapportée par [le Président du CESE Patrick Bernasconi](#) et [Martine Vignau](#), membre du Bureau du CESE.

[Téléchargez la résolution](#)

La crise du Covid-19 a bouleversé nos vies, elle a révélé et parfois même exacerbé les inégalités et les failles de notre société. Le CESE ainsi que l'ensemble des représentants des organisations qui y siègent se sont organisés pour **réfléchir collectivement à « l'après »**. Ce sont ainsi toutes les formations de travail qui se sont attelées, aux côtés de la société civile, à **identifier les sujets et les actions à mettre en place pour se préparer aux conséquences de cette crise sanitaire**.

La résolution « Construire demain » donne les pistes d'actions du CESE pour aborder l'après Covid-19. [Patrick Bernasconi, président du CESE et rapporteur de la résolution](#), déclare : « Cette crise sanitaire nous a amené à poser un regard nouveau sur nombre de sujets qui touchent à notre quotidien, à celui de nos concitoyens, à notre pays, à l'environnement dans lequel nous vivons, à notre devenir. »

Produite par la société civile organisée, elle est articulée autour de quatre axes interrogeant notre modèle, nos modes de délibération, nos investissements et notre protection sociale. Ces quatre axes, ensemble, dessinent un horizon et des pistes pour aujourd'hui.

[Martine Vignau, membre du Bureau du CESE](#), déclare dans la présentation faite à l'assemblée : « Cette résolution, produite par la société civile organisée, au plus près du terrain, à vocation à dépasser les murs de notre chambre pour irriguer l'ensemble de la société. Elle est une des réponses au bouleversement du monde qui vient, une réponse résolument optimiste, celle d'une société portant en elle une confiance résolue dans l'avenir. »

Repenser notre modèle, délibérer ensemble, cibler nos investissements, développer nos protections, tel est le combat qu'il convient de mener avec détermination pour redonner confiance à toutes et tous. Pour y parvenir, le CESE propose un chemin :

Définir la société que nous voulons construire en fixant un cap et une temporalité répondant à : la cohésion sociale, l'égalité femmes hommes, l'articulation du système de santé, la transition écologique, notre relation au travail, la formation tout au long de la vie, l'égalité réelle, l'organisation des pouvoirs et la souveraineté stratégique dans les secteurs économiques, industriels et alimentaires, un développement au service de l'Humain et de l'environnement.

Faire de la cohésion sociale le ciment de cette nouvelle construction plus solidaire. Elle implique une lutte résolue contre toutes les inégalités. A cet égard, la solidarité intergénérationnelle fait sens tant pour l'intégration des jeunes dans la société notamment par la formation, l'apprentissage, le travail, l'engagement mais aussi la protection des plus vulnérables, des personnes en situation de handicap, en perte d'autonomie, notamment nos aînés qu'ils soient pris en charge à domicile ou en EHPAD.

Être en capacité de faire face aux crises, avec une production nationale et/ou européenne ou par des stocks stratégiques, tout en restaurant et préservant les équilibres environnementaux.

Repenser la place des échelons de décisions, l'organisation des pouvoirs, est indispensable en retenant des principes forts : une Europe protectrice dans le respect de la subsidiarité, un Etat garant, organisateur et facilitateur, des collectivités territoriales parties prenantes des décisions et de leur mise en œuvre, des corps intermédiaires forts, une société civile organisée pleinement intégrée aux débats préparatoires aux décisions et à l'évaluation des politiques publiques.

Inclure la réflexion collective et la participation de toutes et tous à la décision publique, de l'Europe aux collectivités territoriales, de son élaboration et sa mise en œuvre

Reconnaître et développer l'engagement de toutes et tous, dans le monde professionnel et associatif. Pour ce faire, les structures à but non lucratif doivent être soutenues. La situation particulière de l'Ecole doit être interrogée, le monde de demain doit pouvoir compter sur des jeunes formés et capables de s'émanciper. L'engagement de chacun y concourt.

Orienter le plan d'investissements pour la sortie de crise afin d'anticiper tout en protégeant l'humain et l'environnement.

Bâtir un nouveau pacte social, protecteur pour tous, orienté vers une société inclusive s'appuyant sur des services publics renforcés et modernisés et sur une citoyenneté active.

Décloisonner et repenser en profondeur le système de santé dans ses modes de gouvernance et de décision, revalorisé, soutenu matériellement et humainement. Une politique de santé globale doit prendre en compte notamment une alimentation saine, accessible et durable ainsi que la prévention, l'éducation à la santé et l'activité physique et sportive.

Interroger la place du travail dans nos vies, ses valeurs, son sens, sa finalité ainsi que ses modes d'organisation et de gestion. Le dialogue social doit être l'instrument de cette transformation.

Cette résolution a été adoptée par le CESE avec 173 voix pour, 3 contre et 37 abstentions.